



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES

1 rue vasco de gama
94460 Valenton

Références : 230364

Code AIOT : 0006513987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES implanté La belle Epine 77130 Marolles-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES
- La belle Epine 77130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette exploitation est une carrière alluvionnaire de sables et graviers à ciel ouvert exploitée par la Société Nouvelle de Ballastières.

La carrière dite de la Belle Épine située sur la commune de Marolles-sur-Seine est autorisée par les arrêtés préfectoraux n° 2013/DCSE/M/006 du 8 février 2013 et 2016/DRIEE/UT77/063 du 4 juillet 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi annuel
- remblayage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-1	/	Sans objet
2	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Travaux de remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-14-1	/	Sans objet
4	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-15	/	Sans objet
5	Contrôles d'accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-17	/	Sans objet
6	Plans	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-19	/	Sans objet
7	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article V-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de la Belle Epine est correctement exploitée et procède au bon suivi de son site. Les analyses et contrôles sont effectués et les procédures sont adaptées à l'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-1
Thème(s) : Risques accidentels, Information du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place sur la voie d'accès au site un panneau résistant indiquant en caractères apparents et inaltérables son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau est présent à l'entrée du site indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation ainsi que les contacts utiles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-10
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fronts d'exploitation ont une pente compatible avec la tenue des terrains, sans excéder 45°. La méthode d'exploitation est adaptée en conséquence. L'extraction est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'une draguline.
Constats : Il a été constaté le jour de la visite que les fronts n'excédaient pas 45°. L'exploitation est réalisée à la pelle hydraulique. Une chargeuse et un bulldozer sont également présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Travaux de remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-14-1
Thème(s) : Risques accidentels, REE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant remet en état le site affecté par son activité extractive en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il assure l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site telle que mentionnée à l'article 111.14.2. Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée à l'exploitation suivant les phases définies dans l'étude d'impacts.
Constats : Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée à l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-15
Thème(s) : Risques accidentels, Apports extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains concernés. Les travaux sur les secteurs destinés à être remblayés sont réalisés suivant les règles de l'art. Ces zones remblayées résistent notamment à l'érosion des eaux et restent stables en période de crue et en décrue.</p> <p>Il est réalisé avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matériaux extraits du site : terres de découvertes, matériaux non valorisables, fines argileuses issues du lavage des matériaux. - un apport de matériaux inertes extérieurs estimé à 1 250 000m² sur un rythme moyen de 83 000m² pendant 15 ans. <p>Les matériaux d'origine extérieure ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantiers de terrassement préalablement identifiés (terres et pierres naturelles non polluées, uniquement). Ils sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur.</p> <p>Ce bordereau atteste que les matériaux apportés sont conformes à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant où son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ; - il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ; - il vérifie visuellement la nature des matériaux ; - soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ; - le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés. <p>A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ du véhicule, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site. Cette benne de refus est évacuée par l'exploitant vers un centre dûment autorisé. Ces différentes opérations sont reportées dans le registre susvisé.</p> <p>Constats : Le remblayage de la carrière est effectué avec apport de matériaux extérieurs. Une procédure est mise en place pour l'acceptation de ceux-ci. Les différents contrôles et analyses sont correctement suivis. Sur place, le terrain est quadrillé afin de respecter le maillage. L'exploitant a indiqué avoir également mis en place la localisation par GPS. Une démonstration a été faite le jour de la visite. Le carrier peut identifier précisément la case correspondante pour le remblayage. Les pancartes de localisation restent en place en cas de besoin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôles d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-17
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, les accès à la carrière sont contrôlés. En dehors des heures ouvrées, ils sont matériellement interdits l'accès du site et de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place et entretenue autour de l'intégralité du périmètre autorisé. [...]
Constats : Durant les heures d'activités, une personne est présente sur la carrière et contrôle les accès. Pendant les horaires de fermeture de la carrière, un portail solide et efficace est présent. La carrière est clôturée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-19
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont reportées : <ul style="list-style-type: none"> - l'échelle et l'orientation ; - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les zones en cours d'exploitation ; - les zones déjà exploitées non remises en état ; - les zones remises en état ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les cotes de fond de plans d'eau en cours d'exploitation ; - la position des éléments visés à l'article 11-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; - la localisation des zones de stockage temporaire des stériles de découverte et terre végétale présents sur le site. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface autorisée restant à exploiter ; - les réserves autorisées restant à exploiter ; - la surface totale déjà remise en état ; - la surface remise en état dans l'année précédente ; - le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site. <p>Une copie de ce plan datée, certifiée et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1 février de l'année N+1.</p>
Constats : Par courrier du 1er février 2023, l'exploitant a transmis le bilan annuel de la carrière. Le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols est fourni ainsi que les différentes analyses (eaux, bruits, poussières).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article V-1																				
Thème(s) : Risques accidentels, GF																				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de la mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations. Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé. (tp01 mars 2011-676,1) La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), est précisé dans le tableau ci-après :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>PÉRIODE n°</th> <th>S1 MAXIMALE (en ha)</th> <th>S2 MAXIMALE (en ha)</th> <th>L MAXIMALE (en m)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 de la mise en service à la mise en service + 5 ans</td> <td>2,1</td> <td>6,4</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>2 de la mise en service + 5 ans à la mise en service + 10 ans</td> <td>2,4</td> <td>8,70</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>3 de la mise en service + 10 ans à la mise en service + 15 ans</td> <td>2,4</td> <td>8,70</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>4 (allant de la mise en service + 15 ans à l'échéance de l'autorisation)</td> <td>1,4</td> <td>4,3</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table> <p>avec :</p> <p>S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.</p> <p>S2 = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.</p> <p>L = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.</p> <p>Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.</p>	PÉRIODE n°	S1 MAXIMALE (en ha)	S2 MAXIMALE (en ha)	L MAXIMALE (en m)	1 de la mise en service à la mise en service + 5 ans	2,1	6,4	0	2 de la mise en service + 5 ans à la mise en service + 10 ans	2,4	8,70	0	3 de la mise en service + 10 ans à la mise en service + 15 ans	2,4	8,70	0	4 (allant de la mise en service + 15 ans à l'échéance de l'autorisation)	1,4	4,3	0
PÉRIODE n°	S1 MAXIMALE (en ha)	S2 MAXIMALE (en ha)	L MAXIMALE (en m)																	
1 de la mise en service à la mise en service + 5 ans	2,1	6,4	0																	
2 de la mise en service + 5 ans à la mise en service + 10 ans	2,4	8,70	0																	
3 de la mise en service + 10 ans à la mise en service + 15 ans	2,4	8,70	0																	
4 (allant de la mise en service + 15 ans à l'échéance de l'autorisation)	1,4	4,3	0																	
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières sont respectées:</p> <p>S1 = 1.1517 ha</p> <p>S2 = 7.8875 ha</p> <p>L = 0 m</p>																				
Type de suites proposées : Sans suite																				
Proposition de suites : Sans objet																				

